

Arrêté de circulation et de stationnement

Annule et remplace l'arrêté N° A2026-04-02_23

LE MAIRE DE NEULLY-CRIMOLOIS,

VU la demande en date du 30 mars 2026, par laquelle Mme Coralie BOUCHAMLA, 4 rue des Iris 21800 NEULLY-CRIMOLOIS demande l'autorisation d'occuper le domaine public et de neutraliser la circulation temporairement afin de permettre le stationnement d'engins de chantier devant leur domicile.

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1;

VU le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le Règlement de voirie intercommunale ;

A R R Ê T E

N° A2026-04-27_48

Article 1 - Autorisation

A titre temporaire pour cause de travaux, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande pour le stationnement de camions et à neutraliser la circulation.

Le 30 avril 2026 de 15 h 00 à 17 h 00

Aux abords du **4 rue des Iris** la circulation est interdite sur le trottoir. La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. La signalisation suivante sera mise en place de part et d'autre des véhicules :

- Panneau « piétons traversez »
- 30 mètre avant les véhicules : AK 14 + panneau « traversée de piétons »

Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés sur une longueur de 20 mètres, conférant un caractère gênant à ce stationnement au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route.

La circulation sera temporairement stoppée durant une demi-heure.

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Sécurité et signalisation de chantier

La signalisation réglementaire conforme aux disposition de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le bénéficiaire du présent arrêté à ses frais et charges.

Article 3 - Implantation ouverture de chantier et récolement

L'occupation est autorisée les **7, 9 et 10 avril 2026**, conformément à la demande sus citée.

Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de l'opération indiquée.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le

gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 5 jours avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation.

Article 7 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.
Le titulaire de l'autorisation devra par ailleurs l'afficher sur le chantier.

Article 8 – Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Neuilly-Crimolois, le 27 avril 2026

Le Maire,

Didier REIOT



Ampliation faite :

- à *Dijon Métropole*,
- la *Brigade de Gendarmerie de Quetigny*.